



Nouveaux accents dans la politique étrangère de l'Allemagne ?

Alors qu'au plus fort des engagements internationaux de l'Allemagne à l'époque du chancelier Schröder, jusqu'à 12 000 hommes de la Bundeswehr étaient en opération extérieure, le chiffre est aujourd'hui de moins de 5 000 hommes, exactement de 4 775 à la date du 26 février 2014¹. C'est la conséquence du choix fait par la chancelière Merkel lors de sa précédente mandature de limiter la participation de l'Allemagne à de telles opérations. Sa politique étrangère ne visait pas à s'imposer sur les théâtres d'opération extérieurs mais dans le domaine du commerce extérieur et dans le domaine monétaire pour préserver l'orthodoxie d'une monnaie forte, c'est-à-dire, stable sans faire pour autant courir de risques aux exportations allemandes. Très vite après la mise en place du nouveau gouvernement de grande coalition, c'est un autre son de

cloche qui s'est fait entendre de la part de la nouvelle ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, et du nouveau ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, qui a déjà occupé ce poste pendant la Grande coalition de 2005-2009 et dont le discours compétent change agréablement de celui de son prédécesseur, Guido Westerwelle. L'une comme l'autre se prononçait pour un plus grand engagement de l'Allemagne sur la scène internationale. Ces nouveaux accents ont été particulièrement perceptibles dans le discours qu'U. von der Leyen, a tenu, le 13 février dernier, devant le Bundestag pour obtenir la prolongation du mandat de la Bundeswehr au Mali. D'aucuns réagiront sans doute en France en s'étonnant que la Bundeswehr soit présente au Mali, le soutien de l'Allemagne à la France ayant paru en début d'opération bien léger. L'accroissement de l'engagement de l'Allemagne pourra paraître d'ailleurs peu significatif puisque le Bundestag a porté à 250 hommes et femmes les effectifs de la Bundeswehr engagés au Mali essentiellement pour aider à la formation de l'armée malienne et venir en appui sanitaire à la mission internationale dans ce pays, excluant toute participation à des opérations militaires. On serait là au premier abord dans la continuité de la ligne que s'est donnée l'Allemagne dans la plupart des opérations extérieures auxquelles elle participe. Pourtant le ton a changé, la ministre affirmant devant le Bundestag que c'est « l'intervention courageuse de la France

1. En même temps, le ministère fédéral de la Défense annonce que depuis 1992 le coût total des opérations extérieures de la Bundeswehr se monte à 17 Mrd. d'Euros, 7,6 Mrd. ayant été dépensés pour la mission en Afghanistan qui s'achèvera fin 2014 (peut-être seulement en 2016 si le Bundestag devait par la suite voter une prolongation envisagée par le gouvernement fédéral dans le cadre d'une mission purement civile cette fois) et 3,3 Mrd. pour la mission au Kosovo. Ce qui, en chiffres cumulés, peut paraître considérable, l'est beaucoup moins dès l'instant que l'on prend la moyenne annuelle, moins de 800 millions d'Euros. Cf. consultation du 6.03.2014 de http://www.bundeswehr.de/portal/a/bwde/!ut/p/c4/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP31SEyrpHK9pPKUVL3UzLzixNSSqIS9.

qui [y] a empêché la progression des groupes terroristes. Elle a sauvé l'existence du Mali. C'est ce que ne cesse de répéter aujourd'hui la population malienne. Ce faisant la France a risqué beaucoup. Elle a des morts à déplorer. Mais la France a aussi à l'époque ouvert une fenêtre d'opportunité pour l'engagement d'une large alliance d'États africains, européens et d'autres parties du monde, qui aide le Mali dans la reconstruction de structures étatiques stables. » En d'autres termes, l'opération française au Mali n'a pas seulement porté ses fruits, elle était légitime et elle concerne aussi l'Allemagne. C'est ce qui permet à la ministre de réclamer un plus grand engagement en Afrique de la part de l'Allemagne. Le discours d'U. von der Leyen est autant politique que militaire. Les observateurs n'ont donc pas manqué de pronostiquer une rivalité entre la Défense et les Affaires étrangères. Lors d'un entretien accordé à l'émission *Berlin direkt*, la ministre de la Défense s'est contentée de dire que les deux ministères participaient de manière égale à la décision ! Mais c'est au ministre des Affaires étrangères qu'il est revenu quand même de défendre l'engagement majeur de la Bundeswehr en Afghanistan jusque fin 2014.

Près de quinze jours auparavant, le Président fédéral, Joachim Gauck, s'était exprimé sur « le rôle de l'Allemagne dans le monde » en inaugurant la 50^e session de la Conférence de Munich sur la Sécurité. Était-ce à lui de le faire ? Il l'a fait parce qu'il avait le sentiment que « nous Allemands sommes sur le chemin d'une nouvelle forme de responsabilité que nous avons encore peu pratiquée. » Le Président fédéral saisissait l'occasion de s'immiscer dans le débat pour rappeler au nouveau gouvernement mais aussi à l'opinion publique allemande que si « l'Allemagne est un partenaire fiable en Europe et dans le monde, traité d'égal à égal, la parité des droits signifiait aussi la parité des devoirs » (*gleich berechtigt und gleich verpflichtet !*). Et de se demander si « nous faisons notre possible pour stabiliser notre voisinage, à l'Est comme en Afrique ? », une question qui n'était qu'en apparence rhétorique. Restant toutefois prudent dans un domaine qui n'est

pas en Allemagne son domaine réservé, J Gauck demande à l'Allemagne d'exploiter davantage ses compétences « en matière de prévention des conflits » pour tirer la conclusion suivante : « La République fédérale devrait [parce qu'elle est un bon partenaire] s'investir plus tôt, de façon plus déterminée et de façon plus substantielle. » Il ne pouvait sans doute pas en dire davantage, mais dans le contexte des prises de position des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, c'était un appel à peine déguisé à la chancelière de faire preuve à l'avenir de plus de hardiesse en politique étrangère en raison du poids de l'Allemagne dans le monde. On ne peut pas parler d'un revirement, mais la Grande coalition met des accents plus forts là où la précédente coalition chrétienne-libérale avait donné l'exemple d'un excès de retenue.

Sur la question de l'Ukraine, l'Allemagne pourrait faire bénéficier l'Europe de son expérience en matière de politique à l'Est et faire avec la Pologne preuve de compréhension pour le souhait de l'Ukraine de se rapprocher de l'Union européenne tout en gardant une certaine distance, avec la France, sur la nature de ce rapprochement. Les trois pays ont été à l'origine d'une médiation réussie à Kiev, certes bien vite dépassée par les événements. Mais les intérêts des trois pays qui se trouvent être ceux du Triangle de Weimar, ne sont nullement identiques. De par sa connaissance du terrain et son souci d'une diplomatie de la désescalade², l'Allemagne est bien placée pour faire comprendre que l'Ukraine doit rester un pont entre l'Ouest et l'Est et qu'il n'y a de solution au conflit avec la Russie qu'en prenant en compte ses besoins de sécurité et ses craintes face à l'expansionnisme réel ou imaginé de l'OTAN dans les anciennes Républiques de l'URSS³. Une vieille règle pratique de la politique de détente !

- Jérôme VAILLANT -

2. Voir F.-W. Steinmeier dans *Berlin Direkt* : « Provokationen vermeiden. » (02.03.2014).

3. Voir sur ces questions l'analyse d'Andreï Gratchev, historien, ancien conseiller de M. Gorbatchev, dans *Le Monde* (05.03.2014) sous le titre : « L'Europe a eu tort de ne pas associer Moscou à son partenariat oriental. »